

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 16 - 18 mai 2001**

## PROGRAMMES DE PAYS

Point 5 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*

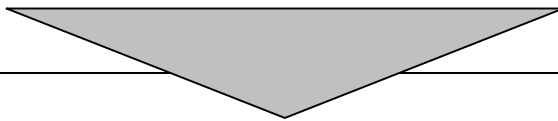


Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2001/5/4**  
2 mai 2001  
ORIGINAL: ANGLAIS

## PROGRAMME DE PAYS—TANZANIE (2002–2006)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Afrique (OSA): M. M. Aranda da Silva tél.: 066513-2201

Conseiller pour le développement, OSA: M. O. Sarroca tél.: 066513-2505

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (Tél.: 066513-2328).



# Résumé

Le programme de pays pour la République-Unie de Tanzanie décrit les activités de développement prévues par le PAM sur cinq ans, de janvier 2002 à décembre 2006. Il s'appuie sur le schéma de stratégie de pays (SSP) pour la Tanzanie qui a été soumis au Conseil d'administration en février 2000. Le cycle et les objectifs du programme de pays s'harmonisent avec ceux du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Avec un produit national brut (PNB) estimé à 240 dollars E.-U. par habitant en 1999, la Tanzanie est l'un des pays les plus pauvres au monde. Classée parmi les pays les moins avancés (PMA) et les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), la Tanzanie figurait en 2000 au 126<sup>ème</sup> rang des 174 pays classés par l'indicateur du développement humain du PNUD. Plus de 40 pour cent des 31 millions d'habitants vivent dans des régions à déficit vivrier chronique où l'irrégularité des précipitations engendre des pénuries alimentaires répétées.

Le programme de pays a pour but de réduire le degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire qui laisse un grand nombre de ménages, déjà victimes d'une pauvreté endémique, si sensibles à des chocs économiques et climatiques auxquels ils ne peuvent faire front, en particulier dans les régions du centre et du nord. Afin d'en atténuer les effets et d'accroître les mécanismes de défense des ménages démunis ciblés, le programme de pays prévoit des activités visant à améliorer le niveau de l'enseignement primaire pour faire progresser les connaissances et la gestion des méthodes culturelles ainsi qu'à augmenter la productivité agricole.

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent programme de pays répond aux objectifs 2, 3 et 4: permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation; permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver; atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature.

Sous réserve de la disponibilité des ressources, le Directeur exécutif demande au Conseil d'approuver l'allocation de 26 157 000 dollars au titre du programme de pays proposé pour la Tanzanie pour la période 2002–2006, soit le total des coûts opérationnels directs (COD), ainsi que 7 606 850 dollars pour des activités supplémentaires.

## Projet de décision

Le Conseil approuve le programme de pays pour la Tanzanie (2002–2006)  
(WFP/EB.2/2001/5/4).



## RESUME DE L'EXAMEN DU SSP PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le programme de pays pour la République-Unie de Tanzanie présente les activités de développement prévues par le PAM sur cinq ans, de janvier 2002 à décembre 2006. Il est fondé sur le schéma de stratégie de pays établi pour la Tanzanie, qui a été soumis pour examen au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire en février 2000. Le Conseil s'est réjoui de noter que les activités développées étaient étroitement liées à la stratégie d'aide à la Tanzanie et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et prévoyait des liaisons entre l'urgence et le développement. Le Conseil a encouragé le PAM à travailler en étroite collaboration avec les instances locales des districts et les organisations des Nations Unies pour préparer le programme de pays et veiller à ce que les activités soient définies sur la base d'une approche participative. La création d'une réserve stratégique de céréales a été considérée comme un outil important pour maintenir un niveau minimum de sécurité alimentaire dans le pays, et le PAM a été incité à continuer l'achat de produits locaux pour soutenir le développement agricole et faciliter les transferts de vivres des régions excédentaires vers les régions déficitaires. Le Conseil a préconisé que des liens soient établis avec les programmes sectoriels correspondants soutenus par le gouvernement et les donateurs, par exemple dans le secteur de la santé, y compris la prévention et l'éducation relatives au VIH/SIDA. Il a également recommandé au PAM de poursuivre la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour les activités portant sur le secteur agricole.

## PRIORITE STRATEGIQUE

2. L'objectif stratégique du présent programme de pays est de réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire qui laisse de nombreux ménages, en particulier dans le centre et le nord du pays, si sensibles aux chocs économiques et climatiques. Leur capacité à y faire face, au niveau de la sécurité alimentaire, notamment dans le cas des ménages dirigés par une femme, sera renforcée par une approche à volets multiples et par l'établissement de liens stratégiques entre les opérations d'urgence et l'aide au développement. Grâce à l'investissement dans le capital humain et l'amélioration de la productivité et de la production, la population ciblée devrait accroître leurs mécanismes de défense. Les interventions, qui seront quasiment toutes réalisées en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des institutions sœurs des Nations Unies, porteront sur l'enseignement primaire, la gestion de l'eau, l'infrastructure, l'amélioration de la production agricole, la formation professionnelle et, en cas de ressources supplémentaires, la prévention du VIH/SIDA. Le gouvernement, tant au niveau central qu'à l'échelle des districts, d'autres membres du système des Nations Unies et tous les partenaires concernés externes à ce système ont été pleinement associés à la préparation du programme de pays. Conformément à la recommandation du Conseil émise lors de l'examen du schéma de stratégie de pays, le programme de pays comporte des activités de développement rural souhaitées par les communautés.



3. Comme mentionné précédemment, les activités concernent surtout les régions au nord et au centre de la Tanzanie qui ont bénéficié d'opérations de secours à plusieurs reprises au cours des dernières années. Des évaluations de vulnérabilité et des enquêtes sur l'économie alimentaire des ménages ont permis d'identifier les districts pauvres et en situation d'insécurité alimentaire chronique qui bénéficieront de l'activité prévue. Il s'agit de districts dans les régions d'Arusha, Dodoma, Iringa (un seul district), Kilimanjaro, Mwanza, Mara, Morogoro, Shinyanga, Singida, Tabora et Tanga. Zanzibar a été ajouté à cette liste, du fait de la grave récession économique qui a fait progresser la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans plusieurs zones des îles.

## ACTIVITES DU PROGRAMME DE PAYS

### Ressources et préparation du programme de pays

4. Compte tenu des ressources générales disponibles pour le développement, de la nature ciblée des interventions du PAM et de la capacité d'absorption du pays, l'engagement prévu pour les activités fondamentales du programme de pays a été limité à 53 000 tonnes, les coûts opérationnels directs (COD) s'élevant, au total, à 26 millions de dollars sur cinq ans. Les besoins alimentaires sont, en moyenne, de 11 000 tonnes par an, ce qui équivaut à cinq millions de dollars. Si d'autres ressources étaient disponibles, on pourrait alors financer deux activités supplémentaires: un élargissement du projet d'alimentation scolaire et le développement d'un nouveau secteur d'aide aux ménages victimes du VIH/SIDA. Les denrées nécessaires pour ces activités additionnelles totaliseraient près de 15 200 tonnes, ce qui correspond à des coûts opérationnels directs d'environ 7,6 millions de dollars.
5. Les activités prévues par le programme de pays sont décrites ci-dessous:

Activité	Quantité de produits alimentaires (en tonnes)	Distribution par activité (%)	Nombre total de bénéficiaires (2002–2006)
<b>Activité fondamentale 1:</b> Soutien à l'enseignement primaire dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire	26 700	50	75 000/ par an
<b>Activité fondamentale 2:</b> Appui à la sécurité alimentaire et à l'atténuation des effets des catastrophes naturelles dans les zones exposées à la sécheresse	26 500	50	325 000
<b>Total, activités fondamentales</b>	<b>53 200</b>	<b>100</b>	<b>400 000</b>
<b>Activité supplémentaire 1:</b> Elargissement de l'activité fondamentale 1	10 330	Sans objet	29 000/ par an
<b>Activité supplémentaire 2:</b> Soutien intégré aux ménages en situation d'insécurité alimentaire du fait du VIH/SIDA	4 870	Sans objet	65 000

6. Le gouvernement a décentralisé la responsabilité de la gestion et de la coordination du projet aux administrateurs locaux, qui superviseront l'ensemble des activités du



programme de pays à l'échelle du district. Cette tâche comprendra des visites de terrain régulières et la soumission de rapports périodiques aux ministères concernés. Les administrations locales couvriront les salaires et les frais de tout le personnel associé à l'exécution du programme de pays. Toutefois, compte tenu des fortes contraintes budgétaires du gouvernement tant local que central, le soutien technique et les articles non alimentaires fournis par les ONG partenaires seront d'une aide précieuse.

7. Les activités proposées au titre du programme de pays s'appuient sur les récents enseignements tirés des opérations d'urgence, des évaluations techniques et des missions de définition des tâches, ainsi que du retour d'information du suivi des projets pilotes sur l'alimentation scolaire et la sécurité alimentaire. Les activités s'alignent sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui définit trois domaines d'intervention de toutes les organisations: le suivi de la pauvreté, le VIH/SIDA et la planification participative. Le Plan-cadre identifie également trois secteurs où certaines organisations, sinon toutes, seront amenées à jouer un rôle: la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire.
8. Le PAM est un membre actif du groupe de coordination de l'aide des donateurs, principal forum de discussion et d'examen des cadres politiques macro-économiques et des méthodes de coordination des divers programmes d'aide en Tanzanie. Le PAM s'est servi de ce forum à bon escient pour tenir le groupe informé de l'exécution des interventions, tant de développement que de secours. L'Equipe de gestion de pays des Nations Unies, présidée par le Coordonnateur résident, est une tribune importante pour la coordination et la collaboration au sein du système des Nations Unies. L'Equipe bénéficie du soutien du Comité technique interinstitutions pour la coordination des programmes qui apporte des conseils techniques et constitue la principale organisation des Nations Unies à être associée à l'examen du programme de pays lors des évaluations annuelles et à mi-parcours du Plan-cadre.

## Activité fondamentale 1: Soutien à l'enseignement primaire dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire

### *Orientation stratégique*

9. L'orientation stratégique de cette activité est d'appuyer le programme éducatif du gouvernement, qui accorde une haute priorité à un enseignement primaire universel prévoyant l'égalité des chances pour tous les enfants, quel que soit leur région et leur groupe social, en particulier pour les filles. Elle répond à la priorité 2 de la politique du PAM visant à favoriser le développement: permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.

### *Analyse des problèmes*

10. L'insécurité alimentaire chronique réduit considérablement les possibilités de scolariser les enfants dans le primaire dans de nombreuses régions de la Tanzanie. Le manque de nourriture dans les ménages, ainsi que l'instauration du partage de coûts prévus dans les programmes de réforme économique, obligent souvent les enfants à quitter l'école pour le monde du travail. Les districts ciblés dans les régions de Dodoma, Singida et Arusha se caractérisent par une forte concentration de paysans pauvres et vulnérables à l'insécurité alimentaire. La pauvreté et l'insécurité alimentaire limitent l'accès à l'éducation et le manque de connaissances affecte à son tour la contribution que pourrait apporter toute une génération au processus de développement. On estime actuellement que les taux d'inscription dans le primaire sont de 50 pour cent en Tanzanie, soit une nette marquée par



rapport aux 80 pour cent enregistrés dans les années 80. Sur le nombre d'inscrits, 52 pour cent sont des garçons et 48 pour cent des filles<sup>1</sup>.

11. Il existe toutefois une nette disparité entre le taux d'inscription des filles et des garçons en zones rurales, où l'enseignement primaire est essentiellement dispensé dans des internats. Le taux est de 62 pour cent pour les garçons alors que celui des filles n'est que de 38 pour cent. Cet écart s'explique en partie par le nombre limité des dortoirs pour filles, la sous-utilisation des internats existants et le manque de fonds publics pour assurer en permanence des repas aux pensionnaires. Dans ce contexte, les parents sont peu encouragés à scolariser les filles et sont souvent trop pauvres pour régler les frais associés aux dépenses courantes des établissements.
12. Le suivi du projet pilote a confirmé que le taux d'abandon saisonnier était plus élevé pour les garçons que pour les filles. On considère en effet que les garçons sont plus aptes à s'acquitter des tâches temporaires, à chasser et à se charger des activités agricoles/pastorales lors des périodes de difficultés économiques. Un grand nombre de garçons abandonnent définitivement les études lorsqu'ils arrivent dans le cycle supérieur du primaire, où prédominent les filles. Cependant, même lorsque les statistiques de l'enseignement montrent peu de disparité entre les sexes, un grand nombre de filles continuent à souffrir de coutumes préjudiciables, parmi lesquelles l'harcèlement sexuel, les mariages et les grossesses précoces, et l'excision. En collaboration avec l'UNICEF, le PAM a commencé à aborder ces questions dans les écoles où se déroule le projet pilote en organisant des séminaires de sensibilisation avec les enseignants et les comités scolaires. S'il est possible d'obtenir des fonds supplémentaires, ces séminaires seront poursuivis et élargis.
13. Les séminaires porteront également sur le problème critique du VIH/SIDA. Cette pandémie a considérablement aggravé la dégradation des conditions sociales en Tanzanie. Le nombre de décès dus au VIH/SIDA augmente chez les jeunes hommes et les jeunes femmes. Selon les estimations actuelles, il y aurait 500 000 cas de SIDA et environ 1,5 million d'infections dues au VIH. Les statistiques montrent que la maladie touche surtout les adolescentes, qui sont alors obligées d'abandonner leurs études.

### **Objectifs, résultats escomptés et produits**

14. Les objectifs immédiats de cette activité sont les suivants:
  - contribuer à accroître les taux d'inscription, augmenter la fréquentation et réduire le nombre d'élèves abandonnant leurs études dans les externats du primaire bénéficiant du soutien du PAM, tant pour les garçons que pour les filles;
  - augmenter le temps de concentration et améliorer les capacités d'apprentissage des élèves dans les externats du primaire appuyés par le PAM, en soulageant la faim à court terme;
  - permettre aux internats du primaire de fonctionner à pleine capacité grâce à l'augmentation du taux d'inscription des filles;
  - diffuser de plus amples informations aux enseignants et aux élèves sur le VIH/SIDA.

<sup>1</sup> Programme de développement du secteur de l'éducation–Évaluation, mars 1999.



15. Les résultats escomptés sont les suivants:

- servir une collation de bonne heure le matin et un déjeuner cuisiné, 180 jours par an sur cinq ans, à 67 500 élèves, en moyenne et par an, dans les écoles primaires et les maternelles choisies;
- assurer deux repas par jour (petit déjeuner et déjeuner ou dîner, le gouvernement assurant un troisième repas), 230 jours par an sur cinq ans, à 7 500 élèves, en moyenne et par an, dans les internats du primaire sélectionnés;
- améliorer l'infrastructure scolaire pour mener à bien le programme d'alimentation (entreposage, approvisionnement en eau, latrines séparées, cuisines, ustensiles de cuisine et couverts);
- former 200 directeurs d'école à devenir formateur sur le VIH/SIDA, et intégrer ce thème dans les programmes d'études.

16. L'aide du PAM devrait permettre d'obtenir les résultats suivants:

- augmenter le taux d'inscription des filles dans les zones d'élevage ciblées;
- améliorer le taux de fréquentation et réduire le taux d'abandon, tant des garçons que des filles, dans les écoles bénéficiant d'un soutien.

### **Rôle et modalités de l'aide alimentaire**

17. Compte tenu de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées, et de l'incapacité du gouvernement à fournir des fonds suffisants pour assurer le fonctionnement des internats du primaire dans les régions d'élevage, l'aide alimentaire pourrait beaucoup contribuer à résoudre les problèmes décrits précédemment. Les données de suivi sur le projet pilote d'alimentation scolaire montrent que le taux de fréquentation (qui, en temps normal, tombe en deçà de 40 pour cent dans les zones ciblées lors de la période de soudure) a été constamment maintenu à 60 pour cent dans les écoles servant un repas cuisiné.

18. L'aide alimentaire servira donc à:

- encourager l'inscription, la fréquentation et l'assiduité des élèves des externats du primaire;
- apporter un soutien alimentaire aux internats et aux externats du primaire.

### **Stratégie d'exécution**

19. L'exécution du projet sera placée sous la responsabilité générale du Ministère de l'éducation et de la culture. A l'échelle du district, le responsable de l'éducation représentera le ministère. Le déroulement quotidien de l'activité sera toutefois délégué aux communautés locales et aux comités scolaires.

20. L'aide sera ciblée sur trois régions en situation d'insécurité alimentaire chronique sur la partie continentale du pays: Dodoma, Singida et Arusha. Plusieurs indicateurs ont servi à définir ces régions. Les régions de Dodoma et Singida ont été choisies en fonction des éléments suivants: forte vulnérabilité alimentaire chronique, prédisposition à la sécheresse, niveau élevé de pauvreté générale et la facilité d'accès du PAM. Au sein de ces régions, les districts où l'insécurité alimentaire et les besoins d'éducation (taux élevé d'absentéisme et d'abandon, faible taux d'inscriptions) étaient les plus prononcés ont été prioritaires. En ce qui concerne Arusha, le choix a été dicté principalement par les problèmes particuliers des enfants nomades et le besoin d'apporter un soutien aux internats du primaire. Dans cette





région, le projet ciblera donc les internats des districts comptant un pourcentage élevé de populations nomades (Kiteto, Monduli, Ngorongoro et Simanjiro). Au total et par an, environ 75 000 élèves des internats et des externats du primaire bénéficieront directement de l'aide du PAM.

### **Dispositions concernant le soutien, la coordination et le suivi et l'évaluation**

21. L'activité sera exécutée en lien étroit avec les interventions menées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux à l'appui du programme du secteur de l'éducation, et en bénéficiera. Les partenaires incluront l'UNICEF, l'UNESCO et l'*Agency for Personal Service*, qui ont collaboré avec le PAM lors de la phase actuelle du projet pilote sur l'alimentation scolaire.
22. En tenant compte du personnel disponible et de la capacité à recueillir et analyser les données, les indicateurs choisis pour suivre et évaluer le projet ont été limités comme suit: quantité de produits alimentaires reçue et utilisée; taux d'inscription, de fréquentation et d'abandon ventilés par sexe; montant des fonds/ressources apportés par les comités de parents et les conseils communautaires locaux. Sur la base de ces indicateurs, des rapports mensuels seront préparés par les comités scolaires, au niveau des établissements, et soumis à l'arrondissement. Le chargé d'éducation à l'échelle du district sera tenu de soumettre des rapports trimestriels au Ministère de l'éducation et de la culture, après consolidation et analyse des documents transmis à l'arrondissement. Le module de suivi et d'établissement des rapports concernant les résultats du projet a été élaboré au cours de la phase pilote et continuera à être utilisé dans le cadre du système de contrôle et d'évaluation du programme de pays. Les surveillants de l'aide alimentaire nommés par le PAM seront chargés d'assurer un suivi et une formation de manière continue, tant à l'échelon des districts que des établissements scolaires. En complément, le PAM organisera des visites inter- et intra-districts pour faciliter le partage d'expériences entre les responsables de communautés et les enseignants. Les surveillants prépareront des rapports mensuels pour la zone sous leur juridiction et les soumettront au bureau auxiliaire. Les informations communiquées seront essentielles pour l'examen annuel des activités du projet, qui sera placé sous la présidence du cabinet du premier ministre et auquel s'associeront les organisations des Nations Unies, les ONG et les donateurs. Les données de référence établies pour les nouveaux établissements scolaires aideront à évaluer périodiquement le programme.

### **Ressources nécessaires**

23. Pour mener à bien cette activité, 14 060 tonnes de maïs, 2 810 tonnes de légumineuses, 7 500 tonnes de mélange maïs-soja, 930 tonnes d'huile végétale et 1 400 tonnes de sucre seront nécessaires, les coûts opérationnels directs pour le PAM étant estimés à 13,1 millions de dollars. La contribution totale du gouvernement sur cinq ans est évaluée à 263 000 dollars.

## **Activité fondamentale 2: Appui à la sécurité alimentaire et à l'atténuation des effets des catastrophes naturelles dans les zones exposées à la sécheresse**

### **Orientation stratégique**

24. L'orientation stratégique de cette activité est de soutenir les mesures prises par le gouvernement pour accroître la sécurité alimentaire des ménages et protéger les moyens d'existence des personnes qui sont pauvres et souffrent de la faim, en particulier des



femmes et des enfants, dans les zones sujettes à la sécheresse. Le projet répond aux priorités 2, 3 et 4 énoncées dans la politique du PAM visant à favoriser le développement:

- permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation;
- permettre aux ménages pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver;
- atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature.

### **Analyse des problèmes**

25. Plusieurs facteurs ont contribué au déclin général des revenus ruraux. L'instauration du partage des coûts des services publics a obligé de nombreux petits exploitants à employer leurs produits vivriers pour satisfaire leurs besoins de consommation et de fonds. Toutefois, le mauvais état de l'infrastructure routière dans la majeure partie des zones rurales du pays entrave le flux des denrées, tant à l'intérieur des districts que des régions excédentaires vers les régions déficitaires. Il est également difficile d'assurer la livraison des intrants agricoles. Au cours des dernières années, cette situation, résultant de la pauvreté, s'est aggravée sous l'effet de sécheresses répétées, obligeant de nombreuses familles démunies dans les zones arides et semi-arides à vivre à l'extrême limite du niveau de subsistance. Les familles d'éleveurs ont été aussi durement touchées, la quantité de vivres échangées par tête de bétail ne cessant de diminuer. Ces ménages exposés à l'insécurité alimentaire ont en général peu de biens de production et de mécanismes de défense pour faire front aux effets pervers de la sécheresse. Par ailleurs, les services publics de vulgarisation visant à promouvoir l'acquisition de connaissances et de compétences ne réussissent pas à atteindre la majorité de la population ciblée, ce qui montre l'importance d'accompagner l'ensemble des activités prévues au projet d'une formation complémentaire.
26. Cette activité sera mise en place dans des régions qui ont à la fois enregistré des précipitations insuffisantes et mal réparties depuis plusieurs années, et fait l'objet d'opérations d'urgence à plusieurs reprises. Une évaluation rapide de la vulnérabilité réalisée dans 11 régions, dont celles où l'activité sera particulièrement centrée (Dodoma, Singida, Shinyanga et Arusha), a permis au gouvernement, au PAM et à des ONG d'identifier les régions regroupant un nombre élevé de ménages en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

### **Objectifs, résultats escomptés et produits**

27. Les objectifs immédiats de cette activité sont les suivants:
- accroître la sécurité alimentaire des ménages ruraux disposant de ressources limitées grâce à la hausse de la production et de la productivité;
  - étendre les connaissances et les compétences des participants au projet dans le domaine de la gestion des ressources par le biais de la formation;
  - élargir l'accès à une source d'eau potable plus proche des communautés.
28. Les résultats escomptés sont les suivants:
- participation de 5 000 ménages au programme de développement participatif de la petite irrigation du FIDA dans les régions de Dodoma, Singida, Tabora, Mwanza et Shinyanga permettant de construire 18 nouveaux périmètres d'irrigation;



- association de 2 000 familles à la rénovation et à la construction des réseaux d'irrigation prévus au titre du programme spécial sur la sécurité alimentaire de la FAO dans les régions de Dodoma et Singida, et implication de 1 300 ménages résidant sur l'île de Pemba, Zanzibar;
  - accroissement des actifs et des connaissances liées à la production vivrière de 7 000 ménages grâce à l'adoption de l'aridoculture dans la région de Dodoma;
  - collaboration de 2 400 familles à la construction de 38 unités de stockage alimentaire dans les communautés;
  - participation de 22 400 ménages à 13 projets d'alimentation en eau à Arusha;
  - implication de 2 400 ménages au reboisement dans le Kilimanjaro afin de diminuer l'érosion des sols;
  - formation de 7 000 familles à la création et la gestion de coopératives d'épargne et de crédit;
  - formation de 7 000 ménages à l'établissement et la gestion d'associations d'utilisateurs d'eau;
  - formation de 8 000 ménages à la problématique hommes-femmes et à la nutrition.
29. Les données de suivi du projet en cours sur la sécurité alimentaire montrent que dans les régions bénéficiant d'activités vivres-contre-travail, les besoins de secours alimentaires d'urgence ont été moins importants que prévus au moment des sécheresses.

### **Rôle et modalités de l'aide alimentaire**

30. Les rations alimentaires permettront d'encourager les bénéficiaires à participer aux activités de création et de préservation des actifs à la période de soudure lorsqu'il est plus difficile d'obtenir de la nourriture et que les prix deviennent inabordables. Des rations familiales seront fournies sous forme de rations à emporter, dont la quantité sera calculée en fonction du nombre de jours effectivement travaillés par chaque bénéficiaire. A cette fin, on tiendra à jour un relevé des jours travaillés et des tâches accomplies pour chacun des participants au projet. L'aide alimentaire incitera également les bénéficiaires à suivre une formation, chaque participant recevant deux rations par jour de présence aux diverses sessions.
31. L'assortiment alimentaire et les rations ont été conçus de manière à être acceptés et préparés sans difficulté par les habitants des régions concernées. Le maïs, les haricots et l'huile végétale entrent dans la préparation du plat le plus populaire du pays, l'*ugali*. De plus, l'huile végétale est très appréciée dans les communautés rurales, ce qui renforcera l'attrait de la ration.

### **Stratégie d'exécution**

32. A l'échelle nationale, l'exécution du projet sera placée sous la coordination globale du cabinet du premier ministre. Les directeurs exécutifs de district, représentant le cabinet du premier ministre, coordonneront l'activité au niveau des districts. Des comités de projet communautaires seront créés pour mener à bien les activités et suivre la gestion des vivres, en coopération avec les directeurs exécutifs de district et les ONG partenaires. Avant que le projet ne débute, le PAM signera un mémorandum d'accord avec chaque ONG partenaire, spécifiant les responsabilités de chacun. Les ONG partenaires achemineront les rations depuis les points de livraison avancés et les distribueront aux bénéficiaires, en étroite collaboration avec les comités de village.



33. A l'échelon de l'arrondissement et du village, les ONG ont effectué une évaluation participative en milieu rural pour identifier les ménages pauvres et vulnérables ainsi que leurs priorités. Cette évaluation a également aidé à informer les partenaires d'exécution du type et du calendrier des activités convenant le mieux aux femmes, compte tenu des nombreuses tâches qui mobilisent leur énergie et leur temps. Les groupes communautaires se chargeront de la gestion quotidienne du projet, en coordonnant les activités avec les instances administratives des villages et des districts, avec l'appui du personnel de terrain de l'organisme d'exécution.
34. Le type des activités vivres-contre-travail incluses au programme sont conçues de manière à réduire les effets, présents et futurs, de sécheresses potentiellement désastreuses. Une liste partielle des mesures qui permettront de diminuer la vulnérabilité est la suivante: remise en état des canaux d'irrigation existants, construction de nouveaux périmètres d'irrigation, des parcelles étant attribuées équitablement aux familles démunies; création de réseaux de distribution d'eau; et amélioration générale de l'environnement grâce à des plantations et à des mesures de contrôle de l'érosion. Les hommes seront chargés des tâches à haute intensité de main-d'œuvre (ramassage des pierres et creusement des fossés, par exemple) tandis que les femmes seront responsables des activités liées à la préparation des sols et à la plantation des arbres.
35. Afin que les groupes et les comités d'utilisateurs puissent profiter pleinement du programme, il est essentiel que la création des actifs matériels coexiste avec la formation et le renforcement des capacités.
36. Il est prévu que 325 000 personnes, au total, participent à cette activité. Cinquante pour cent des bénéficiaires sont des femmes et leur implication, en tant que bénéficiaires directes, permettra aux ménages d'accroître les disponibilités alimentaires. Soixante pour cent au moins des membres des comités de projet seront également des femmes et celles-ci assureront la gestion de 25 pour cent des actifs créés. La formation consolidera les compétences de gestion des femmes et leur permettra d'être mieux informées, à l'échelle de la famille, sur des sujets tels que la nutrition, la problématique hommes-femmes, les techniques de cultures sèches permettant de préserver les sols, l'alphabétisation et la santé.

### ***Dispositions concernant le soutien, la coordination, le suivi et l'évaluation***

37. Les activités ont également été choisies en fonction de la disponibilité des partenaires qui fournissent l'ensemble des intrants techniques et non alimentaires indispensables pour réussir des projets d'une telle envergure. Le programme de développement participatif de la petite irrigation, financé par un prêt du FIDA au Gouvernement de la Tanzanie, a déjà été l'un des principaux partenaires du PAM lors de l'exécution du projet No 5975.01, "Activités d'auto-assistance à l'appui de la sécurité alimentaire dans les régions exposées à la sécheresse". Aide du peuple norvégien (NPA) a été également un partenaire clé du projet et continuera à jouer un rôle essentiel dans la réalisation de cette activité. Les autres partenaires ayant déjà collaboré avec le PAM, et dont la coopération continuera à être cruciale au niveau de l'aide complémentaire, sont CARITAS et Africare. Il convient d'ajouter à cette liste la FAO et son programme spécial sur la sécurité alimentaire. Un mémorandum d'accord entre les partenaires d'exécution, le PAM et le gouvernement définit les rôles et responsabilités de chacun, et comporte certains des Engagements du PAM en faveur des femmes.
38. Le système de suivi sera établi sur les principaux indicateurs suivants:
- le nombre d'actifs matériels et les sessions de formation, en fonction des plans de travail et de budget approuvés;



- le nombre de participants ventilés par sexe;
  - la quantité réelle de produits alimentaires et non alimentaires reçue, distribuée et utilisée par rapport à la quantité prévue;
  - l'augmentation de la production vivrière, par habitant, en équivalent céréales;
  - la diminution de l'émigration saisonnière des groupes bénéficiaires;
  - le nombre de groupes de producteurs agricoles créés et opérationnels, et le pourcentage d'augmentation de leur épargne collective;
  - le recul de la dégradation de l'environnement dans la zone du projet.
39. Les données recueillies pour analyse seront intégrées dans la base de données de suivi et d'évaluation établie pour le programme de pays. Le système utilisera également les rapports sur l'avancement du programme soumis par le cabinet du premier ministre, les partenaires d'exécution et les surveillants du PAM. Une formation sur les techniques de suivi et d'évaluation ainsi que sur des méthodes telles que l'évaluation participative en milieu rural et le suivi par contact avec les bénéficiaires sera organisée pour les surveillants du PAM, les partenaires d'exécution, le gouvernement local et le personnel du cabinet du premier ministre afin de consolider les capacités et d'améliorer la qualité des prestations. Les données issues des rapports périodiques et des listes de vérifications des visites de terrain serviront à préparer les rapports du bureau de pays sur l'état d'avancement du programme ainsi que les rapports usuels remis aux donateurs tous les ans.

### **Ressources nécessaires**

40. Pour exécuter cette activité, 26 500 tonnes de vivres, dont 21 200 tonnes de maïs, 3 180 tonnes de légumineuses et 2 120 tonnes d'huile végétale seront nécessaires, les coûts opérationnels directs s'élevant à 13 millions de dollars. La contribution totale du gouvernement sur cinq ans est estimée à 260 542 dollars.

### **Opérations d'urgence, interventions prolongées de secours et de redressement et opérations spéciales**

41. La Tanzanie est connue dans le monde entier pour sa politique d'accueil des réfugiés en provenance des pays voisins. Depuis le début des années 60, le nombre de réfugiés a considérablement augmenté, du fait des troubles civils, notamment en Afrique du centre et de l'est. L'aide fournie par le PAM aux réfugiés originaires du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda en Tanzanie a été intégrée dans l'opération régionale des Grands Lacs (IPSR 5624.00) en 1995. L'IPSR 06077.0, qui est en cours, couvre près de 490 000 réfugiés dans des camps à l'ouest de la Tanzanie. Il est impossible de prévoir si un nombre similaire de réfugiés seront encore présents dans le pays au moment du lancement du programme de pays, mais cette éventualité a été envisagée lors de sa conception. Les réfugiés vivent dans des régions qui ne sont pas ciblées par l'aide qui sera dispensée au titre du programme de pays; en conséquence, la contrainte administrative et logistique particulièrement lourde que l'IPSR en cours fait peser sur le PAM a été prise en compte.
42. Une analyse des interventions du PAM à ce jour montre que le nombre des opérations de secours pour faire face aux catastrophes naturelles est en augmentation. Au total, depuis la première intervention pour cause de sécheresse en 1975, 15 opérations, suivies d'interventions au cours des quatre dernières années, ont été approuvées. Ce malheureux état de fait reflète la dégradation constante de la capacité des pauvres ruraux à faire front aux chocs climatiques, comme il a été mentionné précédemment. Sur le court et le moyen



termes au moins, il est fort probable qu'une opération d'urgence soit nécessaire au moment même de l'exécution du programme de pays. Bien que le programme de pays cible en grande partie les régions qui bénéficient en général de secours d'urgence à la suite de catastrophes naturelles, tous les efforts seront déployés pour que cette aide soit relayée par des activités vivres-contre-travail, qui se déroulent pendant la période de soudure, lorsque les cultivateurs sont occupés par les travaux agricoles. De même, si des élèves ou des ménages victimes du VIH/SIDA bénéficient de denrées alimentaires au titre des activités prévues au programme de pays, la communauté en tiendra compte pour sélectionner les personnes qui recevront des secours.

43. Pendant de nombreuses années, le PAM a été un partenaire important de la *Tanzania Railways Corporation* (TRC). Au cours de la période d'activité la plus intense de l'IPSR régionale des Grands Lacs alors même que se déroulaient d'autres programmes en Tanzanie, le PAM a apporté une aide financière à la TRC d'un montant total de 4,3 millions de dollars en 1996 pour assurer une capacité de transport adéquate. Le PAM a également contribué à rénover les installations portuaires de Kigoma, à réparer les routes et à installer un centre de fret neuf à Isaka, ce qui était indispensable à l'exécution des opérations de secours dans la région des Grands Lacs.

## Activités de soutien

### **Réserve stratégique de céréales**

44. En 1977, le gouvernement a constitué une réserve stratégique de céréales afin de couvrir les besoins en maïs pour trois mois, et de l'utiliser pour stabiliser les prix et soutenir les opérations de secours en cas de déficit alimentaire majeur. Compte tenu du changement de rôle du secteur public dans l'économie, le gouvernement a formé un comité technique, dont le PAM et certains donateurs sélectionnés sont membres, pour réévaluer l'objectif et le fonctionnement de la réserve. Une étude en cours, financée par le Canada et l'Irlande, examinera les résultats de la réserve stratégique de céréales obtenus dans le passé à plusieurs niveaux afin de renforcer son rôle dans l'avenir.

### **ACV et analyse de la sécurité alimentaire**

45. Pour mieux identifier les régions et les ménages qui ont le plus besoin des activités sur la sécurité alimentaire, l'Unité ACV du PAM mettra périodiquement à jour les données sur la production, les revenus et l'accès. Jusqu'à maintenant, cette unité en Tanzanie s'est surtout chargée de coordonner les évaluations sur la sécurité alimentaire et d'en cartographier les résultats. Toutefois, les arrangements ad hoc et les méthodes concurrentes adoptés par les divers services administratifs et organisations pour évaluer la sécurité alimentaire ont inquiété le gouvernement et les autres organismes qui utilisent cette information.
46. Le PAM et la FAO, en collaboration avec le cabinet du premier ministre, le Ministère de l'agriculture et des produits alimentaires ainsi que USAID/Système d'alerte rapide en cas de famine (FEWS) ont créé une équipe d'information sur la sécurité alimentaire (EISA) début 2000 afin de faciliter la coordination. L'EISA agit comme un organe consultatif et technique pour l'ensemble des parties concernées par la question de la sécurité alimentaire dans le pays. Cette équipe entend promouvoir une approche multi-organisations pour gérer l'information sur la sécurité alimentaire dans le pays. A l'heure actuelle, l'EISA regroupe des représentants des principaux ministères et départements du gouvernement, le PAM, la FAO, l'UNICEF, le Département du développement international (DFID), l'Union européenne, USAID/FEWS, CARITAS, NPA, OXFAM-Royaume-Uni, *Save the Children Fund*-Royaume-Uni (SCF-UK) ainsi que l'équipe sur la sécurité alimentaire en milieu



rural de l'Université de Dar-es-Salaam. Les efforts actuels consistent à s'assurer que les activités ACV s'intègrent bien dans la structure nationale en place pour analyser la sécurité alimentaire.

47. Le PAM consolidera les méthodes de l'ACV et les ajustera aux besoins du programme de pays grâce à l'établissement d'une base de données pour le programme de pays, au choix d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation et à la formation du personnel affecté au programme sur les méthodes et techniques d'évaluation des besoins. Le département de gestion des catastrophes naturelles rattaché au cabinet du premier ministre et l'unité d'alerte précoce du Ministère de l'agriculture et des produits alimentaires bénéficieront d'un appui technique par le biais de la formation et de logiciels adaptés pour mieux analyser et exploiter l'information sur la sécurité alimentaire, les risques et la vulnérabilité dans le cadre de la gestion des catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets. Le PAM, en étroite collaboration avec les membres de l'EISA, apportera également un appui dans les domaines suivants:
- formation du département de gestion des catastrophes naturelles sur l'utilisation du système d'information géographique (SIG) et de nouveaux logiciels de cartographie;
  - formation du département de gestion des catastrophes naturelles rattaché au cabinet du premier ministre en matière d'utilisation de données désagrégées pour les interventions portant sur l'atténuation des effets des catastrophes naturelles dans les communautés;
  - renforcement des capacités des unités de district pour évaluer et utiliser les données de l'ACV dans le but de planifier les activités d'atténuation des catastrophes et celles de développement.
48. Le coût de cette aide sur cinq ans est estimée à 250 000 dollars.

## PRINCIPAUX PROBLEMES, HYPOTHESES ET RISQUES

49. La réussite du programme de pays sera fonction de la capacité du gouvernement à fournir les fonds de contrepartie nécessaires et de l'aptitude des districts de gérer les activités dans le contexte du Programme de réforme du gouvernement local. Le PAM doit être intégré aux plans de budget et de développement des districts pour veiller à ce que des fonds de contrepartie soient disponibles et que des liaisons étroites soient établies avec les activités financées par d'autres ONG et donateurs.
50. Il sera important d'obtenir les ressources nécessaires au programme de pays en temps voulu. Auparavant, le déblocage des ressources alimentaires et non alimentaires a été imprévisible, ce qui a entravé l'exécution du programme et porté préjudice aux accords de cofinancement passés avec les donateurs.
51. La mobilisation et la participation des communautés seront essentielles à la réussite des activités. Les programmes de formation devront être correctement réalisés car ils sont conçus de manière à ce que les communautés s'en approprient et les gèrent à bon escient.
52. La bonne exécution du programme dépendra également de l'institution d'une unité technique de suivi et d'évaluation au sein du cabinet du premier ministre. Cette unité apportera non seulement le soutien nécessaire aux directeurs de district mais permettra aussi d'assurer un lien étroit avec les ONG dont la contribution et les effectifs seront essentiels pour garantir le succès de la mise en œuvre des activités.



53. L'aide du PAM, qui vise à accroître le degré de sécurité alimentaire et protéger les moyens d'existence des pauvres ne sera fructueuse que si le gouvernement continue de façon suivie à appliquer les politiques qu'il a définies en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire, et à allouer les ressources budgétaires nécessaires.
54. Les partenaires ont été soigneusement choisis en fonction de leur expérience et de leurs programmes dans les zones ciblées; toutefois, un changement de situation financière constitue toujours un risque, même minime, d'interrompre à tout moment l'aide complémentaire très précieuse qu'ils apportent.
55. Il est important de préserver la tradition d'auto-assistance en Tanzanie, qui est considérée comme une pierre angulaire du développement national. A cette fin, l'aide alimentaire pour le développement ne devrait être accordée au titre des activités prévues que dans le cas où les communautés locales n'ont ni les ressources, ni les capacités suffisantes.
56. Si une très grave catastrophe naturelle et un grand afflux de réfugiés survenaient en même temps, le programme risquerait d'être suspendu en raison des contraintes administratives et logistiques qui en découleraient pour le PAM et ses partenaires.

## GESTION DU PROGRAMME DE PAYS

### Evaluation

57. Les projets d'alimentation scolaire et de sécurité alimentaire en cours, qui forment la base des activités du programme de pays, ont fait l'objet de missions de pré-évaluation. En février 1999, une mission d'évaluation dirigée par l'UNESCO a contribué à la conception du projet d'alimentation scolaire en cours. Fin 1999, une autre mission technique de la FAO s'est rendue en Tanzanie et a élaboré les directives d'exécution et les modules de formation connexes pour le projet vivres-contre-travail. En septembre 1999, une mission de l'Organisation internationale du travail (OIT)/PAM a évalué la première phase du projet de sécurité alimentaire, dans l'objectif de préparer la prochaine phase. Une autre mission technique de l'OIT a été effectuée en février 2000 pour clarifier les activités à inclure. Les évaluations finales des projets en cours permettront de formuler les activités du programme de pays. Les principaux enseignements tirés de ces projets pilotes seront intégrés dans la conception des activités et se concrétiseront par la préparation de résumés d'activités. Dans le cas où des ressources supplémentaires seraient disponibles, il serait nécessaire d'effectuer une mission technique afin que le PAM puisse élaborer des activités spécifiques en faveur des ménages victimes du VIH/SIDA.
58. Les activités du programme de pays seront approuvées par le comité local d'examen du projet, sous la coprésidence du PAM et du cabinet du premier ministre, et intégrées par les représentants des Ministères et des organisations des Nations Unies, lorsque leur rôle technique est en lien direct avec l'activité étudiée.

### Exécution du programme

59. Le bureau de pays du PAM dispose d'un personnel suffisant pour mettre en œuvre les diverses activités et assurer la liaison avec les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux concernés durant l'exécution du projet. Sur le terrain, un bureau auxiliaire, assisté par deux stations locales à Singida et Arusha, a déjà été ouvert à Dodoma (la capitale administrative) pour suivre et superviser étroitement les projets d'alimentation scolaire et de sécurité alimentaire en cours. Le programme de pays aura besoin de l'aide substantielle des autorités de district pour recueillir et analyser les données





de référence ainsi que pour suivre et gérer les projets au quotidien. A cette fin, les assistants du programme du PAM se tiendront prêts à apporter un soutien aux instances locales et aux ONG partenaires.

60. Le cabinet du premier ministre coordonnera le programme de pays avec les ministères concernés et l'administration régionale. Le comité interministériel existant, qui se réunit tous les trois mois pour examiner les projets de développement en cours, continuera à évaluer le programme de pays.
61. L'exécution du programme de pays reposera sur une approche participative, l'accent étant plus particulièrement mis sur la gestion des activités par les communautés, comme dans le cadre des projets en cours. L'activité sur la sécurité alimentaire, comme la précédente (projet No 5975), a été conçue sur la base d'approches participatives, de concert avec les ONG partenaires d'exécution (NPA, CARITAS, Africare). Ces ONG sont bien implantées dans les zones ciblées et mettent en œuvre avec les groupes bénéficiaires d'autres programmes de développement rural, dont la conception et l'élaboration, depuis de nombreuses années, sont basées sur les méthodes participatives d'évaluation en milieu rural et des groupes de discussion dans les communautés. Les communautés ont donc joué un rôle prépondérant dans le choix des activités. Toutes les ONG partenaires, en étroite coopération avec les conseils locaux, ont intégré leurs activités aux plans de développement annuels des districts, qui sont examinés et débattus par les communautés locales. Le projet de développement participatif de petite irrigation soutenu par le FIDA pour une période de cinq ans entend associer pleinement les bénéficiaires à la conception et à l'exécution du projet. Les agents des services agricoles, qui interviennent eux aussi par le biais des structures publiques locales, gèrent le projet de développement participatif de petite irrigation.
62. Les comités scolaires continueront à jouer un rôle important dans la gestion du programme d'alimentation scolaire, les communautés y participant elles-mêmes de manière substantielle. Les autorités scolaires des districts, appuyées par le personnel de terrain du PAM, encouragent les comités à assumer un rôle prépondérant dans la résolution des problèmes à l'école et dans la conception de moyens permettant de consolider la durabilité du projet. Avant le commencement des activités, des sessions de formation supplémentaires seront organisées sur la gestion des opérations, le rôle de chacune des parties prenantes et la durabilité de l'activité.
63. Les derniers résultats sur l'intégration de la problématique hommes-femmes à l'échelon macroéconomique sont encourageants. Le Plan d'action pour l'égalité entre hommes et femmes issu du sommet de Beijing, la récente législation foncière permettant aux femmes d'avoir accès à la propriété et d'en disposer ainsi que le nouveau plan budgétaire définissant les priorités d'investissement en faveur tant des hommes que des femmes pourraient apporter des changements considérables sur le moyen et le long termes. Le PAM sera certainement amené à défendre cette cause dans les années à venir.
64. Les directives d'établissement des comités de gestion du programme et des denrées ainsi que des comités scolaires insisteront sur la représentation des femmes. Les femmes seront particulièrement invitées à participer aux sessions de formation et aux groupes de producteurs agricoles qui seront créés. Le PAM usera de la position singulière qu'il occupe pour accroître la sensibilisation à la problématique hommes-femmes lors de l'élaboration des politiques nationales. Le Programme a déjà collaboré avec l'Université de Dar-es-Salaam pour développer un cadre général des "droits de l'homme" à la sécurité alimentaire qui exige une plus grande prise de conscience générale aux formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment lorsque celles-ci sont pauvres et vivent dans des régions peu productrices.



## Logistique et achats

65. Dans le passé, l'aide alimentaire pour les projets d'urgence et de développement a été souvent couverte par des achats locaux dans les régions disposant d'excédents. Les achats étaient prélevés sur les stocks commerciaux et sur la réserve stratégique de céréales, ce qui a permis de stimuler les liaisons en aval et en amont à la production. Le PAM continuera à effectuer des achats locaux, tant que les disponibilités le permettront, pour exécuter le programme de pays.
66. Les produits alimentaires obtenus par achats locaux ou importés par le port de Dar-es-Salaam seront acheminés aux points de livraison avancés des districts, par voie ferrée ou par route. L'unité de logistique du bureau de pays du PAM se chargera du dédouanement, du transport et de la livraison des vivres aux districts, où les conseils de districts emmagasineront les produits soit dans l'entrepôt de la réserve stratégique, soit dans les unités de stockage de l'Organisation coopérative. Les directeurs de districts chargés des diverses activités et leurs assistants réceptionneront et stockeront les vivres; ils organiseront également les distributions alimentaires en fonction des besoins. Le PAM couvrira le coût total du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM) pour l'ensemble des activités. Le COMPAS, système standard de suivi des produits du PAM, est opérationnel en Tanzanie et les données sont recueillies sur le terrain par le bureau auxiliaire de Dodoma. Des mises à jour seront quotidiennement transmises au bureau de pays par télécommunications hautes fréquences (HF), permettant ainsi d'échanger des informations précises et en temps utile sur le flux des denrées alimentaires. Le PAM se servira également des bureaux auxiliaires de Singida et Arusha pour recevoir et envoyer régulièrement des rapports par courrier électronique.

## Suivi du programme

67. Le système de suivi et d'évaluation du programme de pays permettra d'obtenir une grande partie de l'information nécessaire à l'examen du programme. Les activités du programme de pays seront modifiées conformément aux résultats de ce système. Cet exercice s'appuiera sur le système existant, qui a été mis en place pour les projets de développement en cours, et sera rattaché au cabinet du premier ministre. Un nombre limité d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournira le corps des données de base. Une unité de gestion du programme sera également créée au niveau du cabinet du premier ministre. Le PAM apportera l'assistance technique et la formation nécessaires aux fonctionnaires qui seront chargés de rendre le système de suivi et d'évaluation opérationnel. Les surveillants de l'aide alimentaire du PAM assureront un suivi par contact avec les bénéficiaires pour compléter les données recueillies par les autorités officielles à l'échelle des districts. L'information sera intégrée dans l'examen du projet par les ONG et des modifications y seront ensuite apportées, en coordination avec les conseils de district et le PAM.

## Ajustements du programme et activités supplémentaires

68. L'exécution d'activités supplémentaires sera fonction de la disponibilité du financement bilatéral ou du financement multilatéral additionnel affecté. S'il est possible d'obtenir des ressources supplémentaires, l'activité 1, Soutien à l'enseignement primaire dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, sera étendue aux districts situés dans deux des autres régions de la partie continentale du pays (Shinyanga et Mwanza) et à plusieurs districts dans Zanzibar. Conformément aux modalités spécifiées pour l'activité fondamentale, 29 000 élèves de plus, dans le primaire, bénéficieraient du projet d'alimentation scolaire.
69. Afin de mener à bien cette activité additionnelle, 10 330 tonnes de vivres, soit 5 438 tonnes de maïs, 1 088 tonnes de légumineuses, 2 900 tonnes de mélange maïs-soja,



360 tonnes d'huile végétale et 544 tonnes de sucre seront nécessaires, les coûts opérationnels directs s'élevant à cinq millions de dollars.

70. En cas de disponibilité de ressources supplémentaires, le PAM mettra également en place une activité pilote pour réduire le degré de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des familles touchées par le VIH/SIDA, notamment des ménages dirigés par une femme et vivant dans les régions au centre et au nord du pays où se concentrent d'autres projets de développement. Cette activité pilote répondra aux priorités définies dans la politique visant à favoriser le développement:
- permettre aux ménages pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver;
  - permettre aux ménages pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.
71. Le VIH/SIDA a aggravé le degré, déjà élevé, d'insécurité alimentaire et la pauvreté des ménages. Les familles touchées et leurs membres, à titre individuel, doivent consacrer une grande partie de leurs ressources aux soins médicaux alors même que leurs revenus diminuent. Si ce recul économique continue, les familles rurales pourraient être contraintes à vendre leurs actifs (terre, outils, animaux de trait). Ce mécanisme de survie compromettrait considérablement leurs perspectives de redressement économique. Lorsque le soutien de famille disparaît, les ménages sont souvent privés de toutes ressources. Les femmes doivent porter le fardeau supplémentaire, et bien qu'elles accusent un taux d'infection supérieur à celui des hommes, elles doivent également s'occuper des autres personnes malades au foyer. L'astreinte qui en résulte sur leur santé et leurs ressources peut être accablant. Les rations alimentaires permettront à ces ménages de mieux préserver les actifs dont ils disposent pour se réinsérer plus rapidement dans l'économie rurale. La distribution de vivres les encouragera également à participer aux programmes de soins à domicile. Cette approche implique une assistance bénévole, un soutien psychosocial et une éducation sanitaire au travers des structures mises en place dans les communautés. Les soins ont lieu au domicile des bénéficiaires, et non dans une institution. Cette activité devrait aider près de 13 000 ménages par an.
72. Pour mener à bien cette activité, 3 900 tonnes de maïs, 625 tonnes de légumineuses et 350 tonnes d'huile végétale seront nécessaires, avec des coûts opérationnels directs d'un montant de 2,4 millions de dollars.

### Evaluation du programme

73. Conformément aux procédures du PAM, une évaluation du programme de pays sera effectué à mi-parcours après deux ans (d'ici 2004) et suivie d'une actualisation du SSP.

---

### RECOMMANDATION

74. Le Directeur exécutif recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition du programme de pays pour la Tanzanie pour la période 2002-2006.



## ANNEXE I

### RESUME DU SCHEMA DE STRATEGIE DE PAYS

Ce document fait suite au précédent schéma de stratégie de pays (SSP) du PAM CFA:39/SCP:14/9 (OME) Add.2, et fournit le cadre nécessaire pour l'élaboration et l'exécution du premier programme de pays pour la Tanzanie, qui sera présenté au Conseil d'administration du PAM pour approbation en 2001. Le calendrier du programme de pays sera harmonisé avec le cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui va de 2002 à 2006.

L'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale classent la Tanzanie parmi les pays les moins avancés, les pays à faible revenu et à déficit vivrier et les pays pauvres très endettés. Les petits exploitants produisent plus de 80 pour cent des cultures vivrières de la Tanzanie. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans le secteur agricole, mais restent pénalisées par le manque d'accès aux principales ressources productives, comme la terre, le capital, le crédit, les services de vulgarisation et la formation. La baisse de la production vivrière de base par habitant, le mauvais fonctionnement des marchés et les infrastructures inadéquates dans les zones rurales sont parmi les causes de la dégradation de la sécurité alimentaire et de l'accroissement de la vulnérabilité face aux chocs économiques et climatiques. La prévalence du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et les réductions des services publics sont d'autres facteurs clés qui pèsent jusqu'au point de rupture sur les revenus des ménages pauvres dans les villes comme dans les campagnes, en particulier ceux qui sont dirigés par des femmes. La Tanzanie accueille toujours environ un demi million de réfugiés.

Une aide d'urgence importante a été fournie aux victimes de la sécheresse. Malgré l'amélioration des systèmes d'alerte rapide et le renforcement des méthodes d'analyse de la vulnérabilité et de ciblage, la fréquence et l'ampleur de ces interventions pour cause de sécheresse, en particulier dans les régions centrales de la Tanzanie, ont nettement augmenté ces cinq dernières années. Les mécanismes traditionnels de survie des pauvres se sont effrités, du fait en partie de la libéralisation des marchés, mais également de facteurs climatiques. A moins que le gouvernement et les organisations de développement ne s'attaquent conjointement aux problèmes de fond, notamment en ce qui concerne les mesures visant à la reconstitution des actifs perdus par les très pauvres pendant les mauvaises récoltes qui se sont récemment succédées, il est vraisemblable que la population dans ces régions deviendra de plus en plus tributaire des secours.

Dans le contexte des liaisons entre l'urgence et le développement, ce SSP est axé essentiellement sur trois des cinq domaines stratégiques de développement bénéficiant de l'aide au développement du PAM, récemment approuvés par le Conseil d'administration, à savoir: permettre aux familles pauvres d'investir dans du capital humain grâce à l'éducation et à la formation; permettre aux familles pauvres d'acquérir des actifs et de les conserver; et atténuer les effets des catastrophes naturelles dans les régions vulnérables à des crises répétées de cette nature.

Deux projets pilotes bénéficiant de l'aide du PAM ont déjà démarré dans les zones les plus touchées par les récentes crises alimentaires: appui à la sécurité alimentaire dans les zones sujettes à la sécheresse par le biais de programmes d'auto-assistance, et soutien à certaines écoles primaires où le taux d'absentéisme est élevé du fait d'une insécurité alimentaire chronique. Ces deux activités devraient constituer le cœur du futur programme de pays.



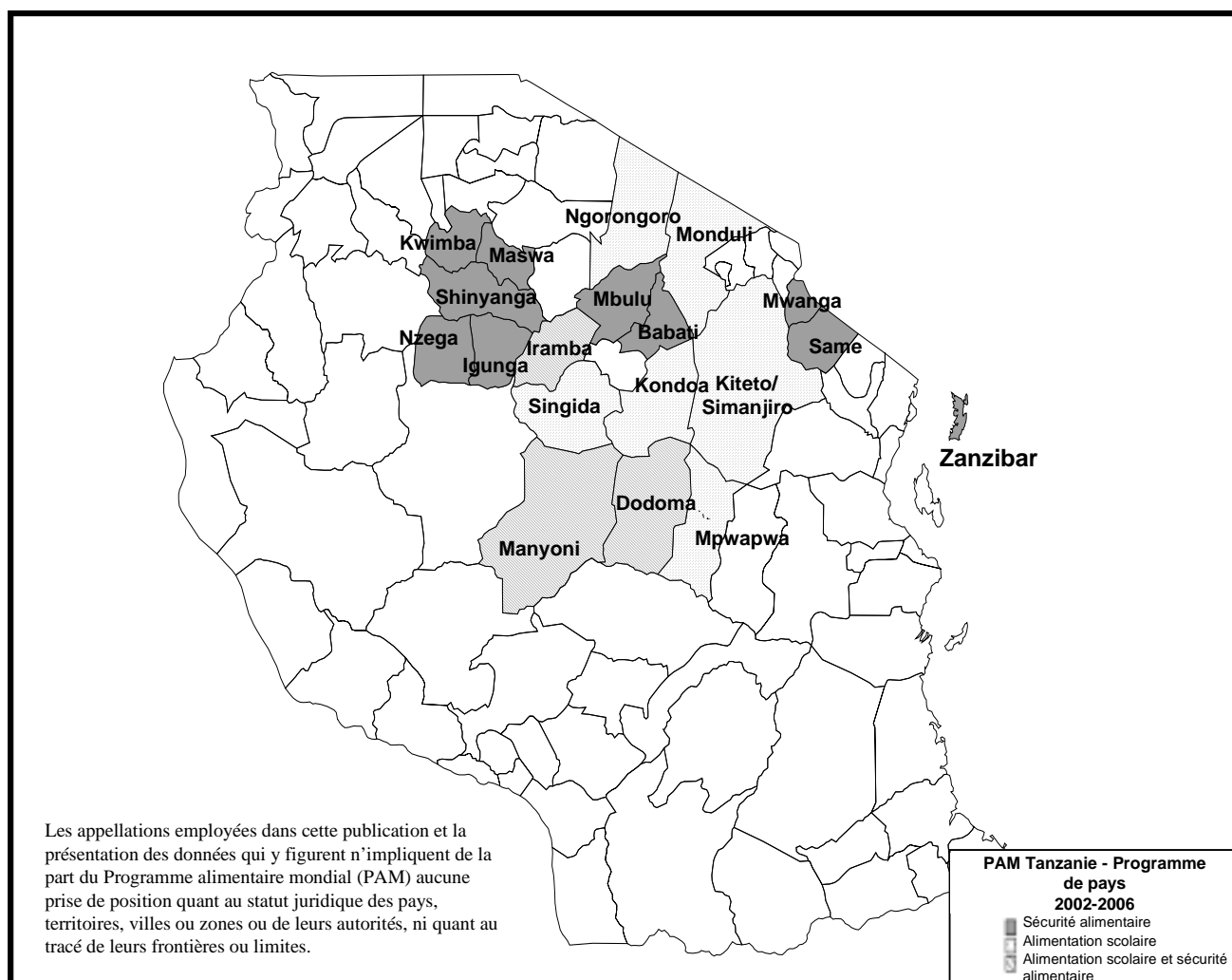
Le PAM continuera d'apporter une aide aux communautés d'accueil et aux réfugiés, en s'attachant à encourager leur participation et leur autosuffisance. Le PAM renforce activement ses partenariats avec les départements gouvernementaux et les organisations non gouvernementales travaillant directement avec les communautés les plus exposées à l'insécurité alimentaire.



## ANNEXE II

## PAM Tanzanie - Zones ciblées

### Activités fondamentales du programme de pays 2002 - 2006



## ANNEXE III

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS DE LA  
TANZANIE (2002–2006)**

**Activités fondamentales**

	Activité I	Activité II	Total
Produits alimentaires (tonnes)	26 719	26 501	53 220
Produits alimentaires (valeur)	6 447 922	6 126 83	12 574 755
Transport extérieur	2 404 710	2 385 09	4 789 800
TTEM (total)	3 740 660	3 710 14	7 450 800
TTEM (coût par tonne)	140	140	140
Autres COD	536 400	805 250	1 341 650
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>	<b>13 129 692</b>	<b>13 027 31</b>	<b>26 157 005</b>
CAD <sup>1</sup>	1 305 200	1 294 80	2 600 000
CAI <sup>2</sup>	1 125 922	1 117 12	2 243 046
<b>Total, coûts pour le PAM</b>	<b>15 560 814</b>	<b>15 439 23</b>	<b>31 00 051</b>
<b>Contribution du gouvernement</b>	<b>262 598</b>	<b>260 542</b>	<b>523 140</b>

<sup>1</sup> Le montant des coûts d'appui directs (CAD) est un chiffre purement indicatif présenté au Conseil pour information. L'allocation annuelle des CAD à un programme donné est passée en revue et fixée chaque année après évaluation des montants nécessaires au titre des CAD et des ressources disponibles.

<sup>2</sup> Le taux appliqué aux coûts d'appui indirects (CAI) peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le programme de pays.



**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS DE LA  
TANZANIE (2002–2006)**

**Activités supplémentaires**

	Activité I	Activité II	Total
Produits alimentaires (tonnes)	10 331	4 875	15 206
Produits alimentaires (valeur)	2 496 0€	1 099 41	3 595 473
Transport extérieur	929 790	438 750	1 368 540
TTEM (total)	1 446 34	682 500	2 128 840
TTEM (coût par tonne)	140	140	140
Autres COD	331 891	182 113	514 004
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>	<b>5 204 0€</b>	<b>2 402 77</b>	<b>7 606 857</b>
CAD <sup>1</sup>	520 408	240 277	760 685
CAI <sup>2</sup>	446 510	206 158	652 668
<b>Total, coûts pour le PAM</b>	<b>6 171 0€</b>	<b>2 849 2€</b>	<b>9 020 210</b>
<b>Contribution du gouvernement</b>		<b>222 471</b>	<b>222 471</b>

<sup>1</sup> Le montant des coûts d'appui directs (CAD) est un chiffre purement indicatif présenté au Conseil pour information. L'allocation annuelle des CAD à un programme donné est passée en revue et fixée chaque année après évaluation des montants nécessaires au titre des CAD et des ressources disponibles.

<sup>2</sup> Le taux appliqué aux coûts d'appui indirects (CAI) peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le programme de pays.





---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
COD	Coûts opérationnels directs
COMPAS	Système d'analyse et de suivi du mouvement des produits
DFID	Département du développement international
EISA	Equipe d'information sur la sécurité alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS	Système d'alerte rapide en cas de famine
FIDA	Fonds international de développement agricole
NPA	Aide du peuple norvégien
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCF (UK)	<i>Save the Children Fund</i> (Royaume-Uni)
SIG	Système d'information géographique
SSP	Schéma de stratégie de pays
TRC	<i>Tanzania Railways Corporation</i>
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

